

La situation économique et financière du Canada

Aperçu

Les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ont créé un environnement économique propice à une croissance soutenue et à la création d'emplois. Le gouvernement canadien a sans cesse dépassé ses objectifs en matière de réduction du déficit. Cela a raffermi la confiance, si bien que les taux d'intérêt à court terme ont baissé de quelque 500 points de base depuis le début de 1995, pour atteindre les niveaux les plus bas depuis plus de vingt ans. Le Canada est aussi parvenu à maintenir l'inflation à un faible niveau. Pendant les douze mois se terminant en avril 1997, les prix à la consommation ont augmenté de 1,7 p. 100, un taux d'inflation se situant dans la partie inférieure de la fourchette de 1 à 3 p. 100 établie conjointement par le gouvernement et la Banque du Canada. Cela a eu pour conséquence que, depuis quatre ans, le Canada vient au second rang au titre du taux d'inflation le plus faible des pays du Sommet.

La croissance économique a ralenti en 1995 et au cours de la première moitié de 1996 — répercussions tardives de la remontée des taux d'intérêts mondiaux en 1994 et 1995. Au cours du second semestre de 1996, cependant, tout était en place pour une plus forte croissance. Le regain de confiance s'est traduit par de brusques baisses des taux d'intérêt, à des niveaux se situant à environ 200 points de base sous les taux américains, pavant ainsi la voie à la relance d'une vigoureuse croissance et à la création d'emplois.

Un solide cadre de politiques

Ces dernières années, le Canada a bouleversé ses finances publiques. Le gouvernement fédéral a atteint ou dépassé ses objectifs de réduction du déficit en 1994, 1995 et 1996. Son budget de 1997 lui permettra de maintenir le cap, uniquement par des initiatives modérées et bien ciblées en matière de dépenses et de recettes. En 1996-1997, le déficit fédéral ne dépassera pas 16 milliards \$ dans la comptabilité publique, soit 2 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). Près de 90 p. 100 des mesures financières prises par le fédéral pour diminuer le déficit ont consisté en réductions des dépenses et non en augmentations d'impôts. Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que le déficit fédéral ne dépasse pas les 9 milliards \$ en 1998-1999, soit 1 p. 100 du PIB.

Les administrations provinciales ont aussi beaucoup assaini leurs finances. Le déficit provincial global dans la comptabilité publique est tombé à 1 p. 100 du PIB en 1996-1997 alors qu'il se trouvait à un sommet de 3,6 p. 100 en 1992-1993. Au cours de la dernière année financière, la moitié des provinces devraient parvenir à un budget équilibré ou excédentaire.